



Dans l'Éducation nationale
Moyens, Salaires, Conditions de travail,
Amplifions la mobilisation !

JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE ET MOBILISATION

JEUDI 9 AVRIL 2026 RDV 13h30 DEVANT LA DSDEN À AUCH

Depuis plusieurs mois, nos organisations, CGT Educ'Action, FSU, FO, SUD Éducation et UNSA Éducation, dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés. Dans le second degré, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : **suppressions de divisions** qui entraînent une **augmentation des effectifs** dans les classes, **réduction de l'offre** de formation, **complément de service**, **chantage** aux moyens pour maintenir des groupes de niveau... Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le **manque de moyens** fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées. Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut des choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Depuis des semaines, les actions se multiplient, souvent en intersyndicale : grève académique ou locale, rassemblements, action avec les parents d'élèves, opérations collèges morts, vote "contre" les répartitions de moyens dans les CSA et les CA. D'autres sont déjà prévues. Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours, de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.



Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de **dégradation des conditions** de travail, de poursuite du déclassement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement:

La variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale. Cette fuite en avant doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation nationale dans le prochain budget.

Dans le Gers, nos organisations continuent le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels.

- **Nous dénonçons et refusons les fermetures de postes**

Malgré **notre mobilisation du mardi 31 mars avec 150 personnes réunies** devant la DSDEN à Auch, le DASEN a maintenu les fermetures des postes :

Dans le **premier degré** fermetures de 15 classes :

- en **maternelle** à Eauze,
- en **élémentaire** à Riguepeu, Isle-Jourdain Paul Bert, Cazaubon, Nogaro, Ségoufielle;
- en **primaire** à Miélan, Preignan, Seissan;
- dans les **Regroupement Pédagogique Intercommunal** à Courrensan/Gondrin/Lauraët/Lagraulet-du-Gers, Cap d'Astarac/Lalanne Arqué, Nougroulet , Orbessan/Ornézan, Boulaur/Castelnaud-Barbarens,
- une **classe d'UP2A** à Eauze (F. Soulès)

Dans le **second degré** - fermetures de 9 postes et ce qui correspond à :

- En Collège : **-2 postes** (*Louise Michel à l'Isle Jourdain, Mathalin à Auch*).
- En Lycée GT : **-6 postes** (*-4 au Garros à Auch, -1 à J. Saverne à L'Isle Jourdain, -1 au M. Lannes à Lectoure*).
- En Lycée professionnel : **-1 poste** (*Clément Ader à Samatan*).

**NOUS EXIGEONS LE MAINTIEN DE TOUS LES POSTES
POUR ABAISSER LES EFFECTIFS PAR CLASSE !**

- **Non aux "postes en réseau"**

Nous constatons la multiplication des postes partagés entre plusieurs établissements ce qui conduit à la fragilisation et à l'épuisement des équipes pédagogiques. Pire, le Rectorat tente d'imposer des "postes en réseau", qui accélèreraient encore les dégradations de nos conditions de travail.

**CONTRE CETTE PRÉCARITÉ, NOUS REVENDIQUONS LA CRÉATION ET LE MAINTIEN DES POSTES
FIXES SUR UN SEUL ÉTABLISSEMENT
AFIN DE CONSOLIDER LES ÉQUIPES ET AMÉLIORER NOS CONDITIONS DE TRAVAIL.**

- **Plus de moyen pour l'inclusion**

Dans le Gers, la situation des dispositifs ULIS en collège est alarmante : tous les effectifs dépassent le seuil recommandé de 10 élèves. Sans réels moyens humains (AESH, enseignant.es spécialisé.es), l'école inclusive pour tous.tes reste un slogan qui maltraite élèves et personnels.

**NOUS EXIGEONS DE VRAIS MOYENS BUDGÉTAIRE ET HUMAIN POUR MENER À BIEN
L'INCLUSION DE TOUSTES LES ÉLÈVES.**

- **Nécessité d'avoir des équipes administratives et pluridisciplinaires complètes**

Nous dénonçons :

- La suppression d'un poste de personnel de direction adjoint à la cité scolaire Maréchal Lannes (Lectoure).
- Le manque criant de CPE, AED, Infirmières, AS et Psy-EN pour accompagner la détresse des élèves.

C'EST LA PREUVE QUE LE RAPPORT DE FORCE FONCTIONNE !

- **Nous continuons de porter nos exigences pour le Gers et pour le financement de la carte des formations**

- Création d'une filière ST2S publique sur le bassin d'Auch, Mirande et Lectoure
- Moyens concrets pour les langues (*par exemple l'italien*) et options et EDS "rares" (*par exemples Cirque, Cinéma, Théâtre*) afin de maintenir l'attractivité de nos lycées ruraux.